



COMMUNIQUE

DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE DU PREMIER MINISTRE

Réaction de François BONNEAU, Président de la Région Centre-Val de Loire.

Orléans, le 15 juillet 2020

Il est grand temps d'agir, il n'y a pas de temps à perdre

Suites aux annonces du 1^{er} Ministre et au-delà des intentions affichées par le Gouvernement, c'est bien sur les territoires que les avancées se construiront et particulièrement avec les Régions !

Pour relever dans l'urgence les défis économiques, sociaux et environnementaux, la Région est prête à amplifier son engagement et sa mobilisation.

1. Parce que la Région fait du développement économique et de l'emploi une priorité majeure pour les entreprises et pour les salariés dans une période de grande inquiétude, nous demandons que les plans de relance engagés par l'Etat pour les grands secteurs industriels bénéficient à nos entreprises sous-traitantes en région, afin notamment de sauvegarder l'emploi et donner les capacités de transformer notre appareil productif, d'innover et d'investir pour l'avenir,

2. Parce que la Région fait de la formation et de la qualification, en particulier des jeunes, le plus grand des défis, nous devons accroître l'effort de formation, la mise en œuvre de dispositifs d'insertion des jeunes, et pour éviter le chômage développer l'activité partielle accompagnée d'un droit à la formation pour les salariés,

3. Parce que la Région fait de l'enjeu écologique et énergétique un axe déterminant et permanent de son engagement, contre le réchauffement climatique et pour la biodiversité aujourd'hui traduit avec force par notre COP régionale, nous sommes prêts à amplifier nos actions pour la rénovation thermique, les énergies renouvelables, les mobilités décarbonées, ...

4. Parce que la Région fait de la solidarité et de l'égalité le cœur de son action, nous serons particulièrement attentifs aux actions permettant d'agir pour davantage de pouvoir d'achat des familles, de soutenir les plus précaires et d'accompagner les étudiants et les jeunes afin de combattre les risques d'exclusion.

Pour tout cela, deux conditions incontournables doivent être impérativement réunies :

Tout d'abord, les moyens financiers de ces mobilisations doivent être donnés aux Régions alors qu'elles sont confrontées à une très forte chute de leurs recettes.

De même, il est plus que temps que la volonté d'agir des collectivités soit considérée par l'Etat comme un levier indispensable de l'efficacité de l'action publique en proximité pour faire face aux défis sociaux, économiques et environnementaux.

La Région Centre-Val de Loire a fait la preuve encore récemment de sa volonté d'agir en signant avec l'Etat un contrat d'engagement financier pour sauver les petites lignes ferroviaires.

Si la confiance et les moyens lui sont accordés, alors la Région Centre-Val de Loire sera au rendez-vous de la relance.

François BONNEAU, Président de la Région Centre-Val de Loire